

Espaces de la Francophonie en débat

FORUM APEF 2006

11 et 12 décembre

Colloque international

ASSOCIATION PORTUGAISE DES ETUDES FRANÇAISES

**Faculdade de Letras
Universidade do Porto**



DES AVANTAGES A LIRE COMME AUTANT D'INCONVENIENTS

La Francophonie face à ses enjeux

JOSÉ DOMINGUES DE ALMEIDA

Université de Porto

jalmeida@letras.up.pt

Résumé: La situation présente de la langue française est plutôt ambiguë et indéfinie, et détermine l'avenir même des espaces francophones. L'auteur se penche sur les avantages, passés et actuels, de la conception essentialiste du *beau langage*, qu'il désigne par *langue-monument*; et sur les inconvénients en ce qui concerne l'instrumentalité linguistique et les défis de la mondialisation.

Abstract: The present situation of French language is rather ambiguous and indefinite, and determines the very future of the francophone areas. The author considers the past and present advantages of the essentialist conception of the *beau langage*, which he calls *monumental language*; and the disadvantages as far as linguistic instrumentality and globalisation challenges are concerned.

Mots-clefs: langue française, francophone, avantages, inconvénients, mondialisation.

Keywords: French language, francophone, advantages, disadvantages, globalisation.

Il en va de la domination anglo-saxonne sur l'univers symbolique et culturel du monde contemporain comme de l'effet de serre par rapport au réchauffement global planétaire. On feint de s'en inquiéter, tout en ignorant ses véritables et irréversibles retombées, tant que les effets immédiats sont de l'ordre du supportable, voire du commode. Toutefois, avec un je ne sais quoi de mauvaise conscience enfouie dans la pragmatique quotidienne, on sait que, quelque part, on concourt à la tragédie, ou en tous cas, on court au désastre.

Or, dans les deux cas, et surtout dans le domaine du phénomène *linguicide* dont parle Raymond Renard, l'irréversibilité de la logique entropique peut être déjouée par un volontarisme et une (géo)politique affirmative et prospective qui engagent profondément le français (Renard, 2003: 130). Comme le rappelle Claude Hagège : «le combat pour la pluralité des cultures et des langues est donc, en réponse, une des formes présentes de la néguentropie, action humaine pour remettre en question, comme Prométhée, le cours, apparemment irréversible, des choses du monde» (Hagège, 2006: 237).

Bien que l'on nous fasse croire que la domination d'une seule langue sur la planète est chose définitivement acquise en vue d'un échange global rudimentaire et efficace, position consensuelle, fortement idéologique s'il en est, un relevé de l'état des lieux côté langue française, comme le bilan dressé par Jacques Barrat et Claudia Moisei (2004), fait apparaître la possibilité d'une résistance, d'un débat conflictuel, voire d'une *médiation* autre.

Car c'est bien cette langue française, *notre* langue française, *ma* langue française qui nous convoque ici ; une langue qui, comme toutes les autres, pour reprendre Claude Hagège, dessert et la communication, et l'affirmation identitaire, mais qui, en plus, a depuis deux siècles une vocation internationale, et depuis peu, par le relais francophone et face à la domination anglo-saxonne, une mission spécifique, en Europe notamment (Hagège, 2006: 37), dans la défense de la diversité culturelle.

Or, cette langue est en crise, un fait qui ne menace ni l'espagnol, ni le portugais, ni l'arabe, malgré l'hégémonie anglo-américaine, y a-t-on suffisamment réfléchi ? *En crise*, pour citer Jean-Marie Klinkenberg, c'est-à-dire : «[...] une langue qui ne permet plus à ses usagers de rencontrer leurs différents besoins, qui ne répond plus à toutes les fonctions qu'ils en attendent (*apud* Renard, 2003: 161). Et Klinkenberg de rappeler les deux fonctions axiales de la langue, qui pourraient faire l'objet d'une crise : l'instrumentale, utilitaire, et la symbolique, liée à l'identité et aux sentiments collectifs.

Si pareil tableau peut ou doit être brossé, c'est, à notre sens, que la langue française vit un point de bascule, un tournant critique où elle a à mesurer la perte des *avantages* prestigieux de son passé, et accepter les *inconvénients* de sa présence au monde contemporain comme autant de challenges. Une synthèse devrait voir pragmatiquement le jour dans la *francosphère* (Wolton, 2006: 53) pour le service du français, quelque part entre l'«[...] acquis historique du français et la capacité qu'il possède d'exprimer le monde moderne» (Hagège, 2006: 177).

Nous ne le répéterons jamais assez : la langue qui nous occupe ici n'est pas une langue comme les autres. Son statut et son prestige ancien (*avantage*) lui viennent d'une longue histoire interventionniste liée à un Etat puissant, la France, et à une Histoire des plus glorieuses, jalonnée par la geste franque, l'imposante monarchie française, la Révolution et la mystique républicaine.

L'action interventionniste de l'Etat français relevée par Hagège (*idem*: 191) développe sa cohérence historique depuis *Les Serments de Strasbourg* jusqu'aux dernières lois linguistiques (loi Toubon) en France, en passant, bien évidemment, par l'Académie Française. De ce fait, la France «présente le cas limite d'une nation collatéralement identifiée à une langue, et qui, en outre, défend l'intégrité de cette personnalité linguistique dans toutes les branches de la vie sociale, contre tout empiètement des langages venus du dehors ou du dedans de ses frontières» (Renard, 2003: 258). Hagège porte, à cet égard, un jugement sans ambages : «La langue, en France, est une affaire politique» (Hagège, 2006: 191).

Cette osmose identitaire a pour conséquence, d'une part, d'omettre la possibilité à la langue française de dire les histoires et les mémoires autres que sa geste romantique. La récupération identitaire des histoires périphériques s'avère ainsi peut-être le programme le plus urgent des *études francophones*. Comme le suggère Dominique Wolton, il s'agit d'«adosser la francophonie [...] à la longue histoire. Réhabiliter les mémoires, toutes les mémoires» (Wolton, 2006: 24). Autrement dit, l'*avantage* d'une mainmise sur un patrimoine historique prestigieux, une fois confronté aux aléas pluriels de la mondialisation devient un dur *handicap*.

D'autre part, cet état des choses a fomenté un conflit ouvert et dramatique entre les atouts prestigieux de la *monumentalité* de la langue, statique et, pour citer Jean-Marie Klinkenberg, à «conception essentialiste» (*apud* Renard, 2003: 184), et (ou au détriment de) la fonction existentielle de la langue, c'est-à-dire son *instrumentalité* dynamique.

L'équilibre précaire en français entre la *langue-monument* et la *langue-instrument* fait l'objet d'une intuition du préambule d'Henriette Walter à *Le français dans tous les sens* dont André Martinet signe la préface : «Le Français ne considère pas sa langue comme un instrument malléable, mis à sa disposition pour s'exprimer et pour communiquer. Il la regarde comme une institution immuable, corsetée dans ses traditions et quasiment intouchable» (Walter, 1988: 20).

Cette impasse se fait sentir sur la crise du français langue étrangère (FLE), notamment au Portugal. Alors que toutes les stratégies didactiques s'efforcent d'orienter l'apprentissage vers une motivation instrumentale, utilitaire et communicationnelle (ce qui, soit dit en passant, est le propre d'une langue étrangère), une tendance essentialiste et prestigieuse associe l'apprentissage du FLE à l'ouverture sur une culture, identité porteuse d'universel et de valeurs, c'est-à-dire la mission civilisatrice de la France.

Or, notre ère mondialisée, qu'on le veuille ou non, et nos jeunes générations liées à l'avènement de l'*hypercommunication*, ne reconnaissent pas/plus à la France (ou au français) cette fonction spécifique et supérieure, qu'elles attribuent plutôt, dans un sens plus consumériste et pragmatique, aux Etats-Unis.

De ce fait, le français subit les désagréments d'un avantage passé, devenu une tare à présent ; à savoir sa connotation élitiste ; ce qui n'est pas le cas de l'espagnol, langue non menacée, voire menaçante, même aux Etats-Unis. Faut-il regretter ce constat péjoratif rappelé par Claude Hagège :

Le français continue d'apparaître comme une langue plus fortement que toute autre liée à une littérature, à une pensée critique, à une culture. Le français ne semble jamais être devenu ce qu'est aujourd'hui l'anglais, une pure langue véhiculaire débarrassée de toute référence à un enracinement historique et à une forme de civilisation (Hagège, 2006: 175).

Le travail de transitivité du code linguistique français nous semble, dès lors, une tâche urgente et incontournable. L'obsession de la *langue-monument* a développé un sens de la surveillance normative impensable ailleurs, et qui entrave l'évolution pragmatique du français. L'insécurité linguistique en français est un des *désavantages* de la perception idéologique et essentialiste de la langue. Malmener le français (Wolton, 2006: 45) ressortit à la lèse-majesté tandis qu'en anglais, l'erreur est facilement diluée dans le jeu communicationnel et pragmatique déculpabilisant. Toute innovation s'apparente à une trahison, ou en tous cas, à une *infraction*.

Henriette Walter ne dit pas autre chose lorsqu'elle s'en prend au mythe français du «bon usage», violemment inculqué aux périphéries : «On s'exprime plus complètement mais on garde mauvaise conscience» (Walter, 1988: 22). Les conséquences sur l'écriture littéraire, sur la *francographie* sont de taille, comme en témoignait dernièrement un jeune écrivain québécois : «Le français souffre de centralisation excessive. Les Français se pensent encore propriétaires de leur langue. On veut laisser tomber un accent circonflexe et il y a tout un ramdam ! L'anglais, lui, accorde carte blanche» (Jacob, 2006).

La syntaxe et l'orthographe françaises offrent, d'ailleurs, un chantier aux réformateurs. Et la volonté de réforme ne manque pas. Claude Hagège, et toute une mouvance linguistique, suggèrent que l'exigence normative soit «tempérée» (Hagège, 2006: 178). Il faut renoncer au «perfectionnisme que l'on considère parfois comme un trait de la personnalité française» (*idem, ibidem*). La plasticité de la langue française doit être sans cesse entretenue par toute la francophonie, dans ses apports pluriels à la néologie et à la dérivation terminologique. L'ingénierie linguistique, récente incarnation de l'*Illustration*, devrait devenir le moteur de cette ouverture qui connaît déjà de belles réussites, telles que *logiciel* ou *baladeur* (Renard, 2003: 202, 204 et 242).

Par ailleurs, l'élaboration synchronique du français devrait tenir compte des autres niveaux de langue dans leurs inventions lexicales et syntaxiques. Dominique Wolton insiste sur cet enrichissement imprévu du français par l'*interlangue* de la rue, de l'apport immigré, des médias, etc. (Wolton, 2006: 94).

Cette vision dynamique du français implique, comme le souligne Dominique Wolton, que l'on prenne en charge «les langues de la francophonie, c'est-à-dire toutes celles inventées et parlées de par le monde» (*idem*: 187). Pareille pluralité assumée tranche sur l'idéologie centralisatrice historique de la langue française qui tend à ramener tout au *centre*, justement. Wolton n'hésite pas à s'en départir : «Il y a donc dans la diversité linguistique de la francophonie, comme *un retour du refoulé de la diversité*, souvent niée, de la langue française» (*idem*: 23).

L'objectif serait de rendre au français une transivité communicationnelle et pragmatique lui permettant de rayonner dans le monde comme langue à vocation universelle (mais encore faudrait-il que la France soigne son amour-propre, ou bien délaisse son *désamour* actuel...) tout en assumant l'efficacité des échanges.

A ce titre, Raymond Renard s'insurge contre le préjugé qui voudrait qu'une langue soit plus apte qu'une autre à dire la science ou l'économie (Renard, 2003: 52). Mais il faut être attentif à la modification des besoins linguistiques des potentiels apprenants de FLE, moins attirés par le rayonnement culturel que confrontés à un réel et pragmatique besoin communicationnel. Renard cite la préface du *Mauger bleu* (1953), méthode FLE fort répandue dans l'après-guerre et qui, appliquée aujourd'hui, ne peut qu'assurer la décadence accélérée du FLE :

Nous croyons savoir pourquoi les citoyens de la Communauté et les élites étrangères étudient le français. Ce n'est pas pour nouer entre eux des échanges rudimentaires. Ce n'est pas pour rendre plus commodes leurs voyages ou leurs plaisirs de touristes. C'est d'abord pour entrer en contact avec une des civilisations les plus riches du monde moderne, cultiver et orner leur esprit par l'étude d'une littérature splendide et devenir, véritablement, des personnes distinguées (*idem*: 173).

Un autre enjeu majeur du français consiste en la construction géopolitique d'un espace francophone qui soit autre chose que le dessein spirituel des pères fondateurs, lequel confinait à l'idéologie mystique et au mythe (AAVV, 1996: 59). Nous disons bien *géopolitique*, c'est-à-dire une affirmation simultanément médiatrice et intéressée dans le concert pluriel contemporain et mouvant des nations.

Les enjeux à venir, à l'ère de la mondialisation, requièrent une approche autrement plus persuasive et efficace (Arnaud et alii, 2005: 9) (Voir aussi Barrat/Moisei, 2004: 17). Cette posture ne sera pas simplement défensive. Elle entend rappeler que «[...] la Francophonie est utile et a sa place dans la mondialisation. De linguistique, elle est devenue géopolitique» (Wolton, 2006: 117).

Ceci dit, c'est à la France, dont l'*avantage* fut d'être ancienne puissance mondiale et coloniale, et gardienne de valeurs universelles, de se convaincre de ses *inconvenients* présents et de ses *atouts* sur la scène francophone. Malheureusement, pour elle, comme le rappelle non sans regret Dominique Wolton : «la Francophonie est un objet non identifié» (*idem, ibidem*), confondu quelque part avec la *Françafrique* ; ce qui a pour effet de redoubler le sentiment duel entre France et francophonie.

Mais, à y regarder de plus près, la francophonie-projet géopolitique est plus que l'Union Européenne, ou tout autre cadre transnational, le seul scénario d'expansion du rayonnement français en reste dans un contexte mondialisé. Dominique Wolton va plus loin et parle de *francosphère*, «avec en perspective une bonne partie des 715 millions d'habitants des 63 pays appartenant à la Francophonie et beaucoup d'autres locuteurs éparpillés de par le monde» (*idem*: 93).

Autrement dit, il s'agit ici de souligner l'épuisement de la capacité de la mission civilisatrice de la France *seule*, de sa *seule* compétence à imposer une marque durable dans le cours de l'Histoire. Ce rôle est désormais assigné à la francophonie dont la tâche première est pour Serge Arnaud : «l'humanisation de la 'mondialisation'», justement (Arnaud et alii, 2005: 21 et 26).

La France ne peut se permettre de rater cette dernière chance, «le dernier avatar en date d'un grand rêve, celui du prestige de la culture française, enviée [naguère] par le monde entier [...]» (AAVV, 1996: 8), mais qui, déjà, aspire à un espace et une portée d'intégration plus vastes et plus justes par les apports périphériques et marginaux (*idem*: 12s).

Dominique Wolton a bien saisi cet enjeu nouveau : profiter d'un atout indéniable ; la langue française et ses connotations bien ancrées dans l'imaginaire international (Wolton, 2006: 83), et la quête d'une identité élargie et englobante, à définir (*idem*: 89), mais dont les frontières vont bien au-delà des sentiers battus de la diplomatie habituelle. Elle jetterait des ponts vers le Sud et l'Est européens (*idem*: 164) ; prônerait une cohabitation d'un autre ordre dans la foulée de l'effondrement des grands blocs géopolitiques (*idem*: 180).

Elle renouerait avec les frontières symboliques du «grand large» pour reprendre Serge Arnaud, dont les racines touchent à l'Histoire, à la colonisation et au métissage culturel dans tous les continents, et d'abord le continent africain, d'autant plus que, comme nous le rappelle cet auteur : « [...] l'Afrique depuis la nuit des temps est le Sud incontournable de la France et de l'Europe. On ne peut échapper à cette situation dictée par la géographie et les liens humains qui nous réunissent» (Arnaud et alii, 2005: 17).

Il s'agit maintenant de savoir ce qu'il convient de faire aujourd'hui pour sceller cette communauté de destin» (voir *idem*: 77). En plus d'une Union économique en Europe, le français aurait pu souder d'urgentes alliances dans le Sud latin et méditerranéen au vu des transparences meurtrières qui s'affrontent çà et là sous couvert religieux ou ethnique.

En outre, c'est une visée plus défensive que la littérature essayistique récente assigne à la géopolitique francophone : servir de (dernier) rempart à une mondialisation sauvage, à la globalisation anglo-saxonne. Cette position consensuelle dans le discours francophone actuel mérite que l'on s'attarde un temps soit peu sur la portée des arguments mis en exergue.

Chez les essayistes en question, de l'altermondialisme de Porto Alegre et de M. Bové et la francophonie en tant que géopolitique, il n'y a qu'un pas qu'ils franchissent allègrement au nom d'une France frileuse, sur la défensive, gauchiste ou en marge des processus d'échange en marche sur la planète. Les expressions sont on ne peut plus claires : «Or il existe une alternative [à la mondialisation], nous l'avons sous les yeux mais ne la voyons pas. La Francophonie, comme les autres aires culturelles, en est un exemple concret» (Wolton, 2006: 19).

Claude Hagège tient à peu de choses près le même langage : «Cela met la francophonie en mesure de donner un contenu réel à la mondialisation, au-delà des considérations de pur profit dont celle-ci est le prétexte, utilisé par les grandes firmes multinationales. Ou, plutôt, cela offre la possibilité de proposer, face au rêve américain, dont le type actuel de mondialisation est la forme contemporaine, un autre rêve, *altermondialiste* et surtout humaniste [...]»¹ (Hagège, 2006: 154).

Le «grand large» auquel se réfère constamment Serge Armand comme possible extension de la France en ces temps globalisés coïncide avec un espace mondialisé par l'homme ; qui refuse la *globalization* de la superpuissance américaine, et ce pour conclure que : «la Francophonie peut rendre 'un autre monde possible'» (Arnaud et alii, 2005: 18) ; ou encore, très explicitement : «La Francophonie est autre mondialisation» (*idem*: 53).

C'est dire combien, par le discours essayistique francophone actuel, la francophonie se confond, très à gauche et de façon tout à fait idéologique, quoique subtile, avec l'espoir humaniste d'une mondialisation *autre* qui puisse se dresser en rempart contre la fascination libérale anglo-saxonne. Hagège va plus loin. Selon lui, il y a lieu d'*interchanger* le discours libéral et langue anglaise.

¹ C'est nous qui soulignons.

Cette hantise antilibérale nuit gravement, à notre sens, à la projection internationale du français. L'*avantage* d'une réserve mentale et idéologique contre un monde américanisé risque de s'avérer à l'avenir et à la longue un dur *inconvenient*. Elle prive le français d'un accès immédiat et sans mauvaise conscience aux domaines de la finance et de l'économie. C'est même oublier que le (néo)libéralisme n'éveille pas partout les mêmes soupçons. Des histoires francophones décalées, certes, par rapport à l'Histoire de France, comme la Belgique ou la Suisse, se sont bâties sur des assises libérales.

Par ailleurs, il serait pour le moins intellectuellement déconcertant que la francophonie ne soit envisageable ou interrogeable que selon un discours gauchiste, ou plus ou moins altermondialiste. Dominique Wolton, dans un accès de bon sens, ne conclut-il pas qu'«elle [la francophonie] doit pouvoir conjuguer logique *intergouvernementale* et logique *altermondialiste*», et que la langue française «[...] doit également s'accrocher aux nouvelles réalités de la mondialisation, être aussi une langue de l'économie, du commerce et de la société» (Wolton, 2006: 188). D'autant plus que, comme prévient Raymond Renard, il n'est pas de langue spécifique de l'économie (voir Renard, 2003: 52), si ce n'est en préjugé.

Ces considérations en appellent d'autres qui engagent l'identité francophone définie positivement, et non en creux, nous dirions même sur la défensive, face au fantasme anglo-américain. Rappelons-le : l'anglais n'atteint pas également toutes les aires géoculturelles ou linguistiques. Il ne menace ni l'espagnol, ni le chinois, ni même l'arabe. Ces langues en viennent à être menaçantes, même pour l'anglais, comme c'est le cas aux Etats-Unis ; ce qu'attestent les lois d'imposition de l'anglais dans certains Etats.

La question serait plutôt de bâtir dans les faits, et surtout dans les têtes, une communauté identitaire autour de l'usage, ou d'une attache symbolique au français. La France a vécu l'*avantage* d'être une grande puissance mondiale : ancienne puissance coloniale, puissance économique siégeant au G8, puissance diplomatique siégeant comme membre permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies ; puissance militaire et nucléaire de l'OTAN. L'émergence d'autres puissances régionales est venue reléguer la France à sa juste mesure sur l'échiquier international.

Face à la nouvelle conjoncture, les récents essais «francophones» tâchent de mettre en phase le discours et le contenu potentiel de la francophonie (AAVV, 1996: 126s.). Cet espace ouvert prend chez Dominique Wolton les traits d'une *francosphère*, prolongement du désir de France et du français sur la scène internationale. Il assume chez Serge Arnaud l'aspect d'un *grand large* géopolitique touchant à toutes les présences françaises dans le monde, notamment dans les liens étroits qu'elles ont tissés avec d'autres cultures et d'autres langues.

Seulement voilà, forte de sa suprématie, et de son rayonnement passé, la France éprouve des difficultés majeures à se ranger sur un pied d'égalité dans une quelconque *communauté*, nous dirions même une *koinè* francophone. Ici aussi, les *avantages* de naguère deviennent autant d'*écueils* face aux vœux pieux francophones. Et l'on devrait tirer toutes les leçons du difficile ou improbable accouchement d'une identité collective au sein de l'Union Européenne.

Le tout est de savoir si la francophonie peut compter sur la France pour constituer une identité francophone, *avec la France* (Renard, 2003: 380), qui n'est pas, du reste, le seul berceau historique du français, contrairement à ce que prétend Claude Hagège (voir Hagège, 2006: 155). D'où l'urgence d'une véritable *dénationalisation* de la langue! Les hiérarchisations internes, notamment dans l'affirmation des *études francophones*, demeurent nombreuses et aux racines très profondes que Dominique Wolton ne manque pas d'évoquer (Wolton, 2006: 91, 110 et 112) et qui sont d'actualité chez les écrivains francophones se sentant exclus du jeu éditorial et légitimant parisien (Jacob, 2006). Ici aussi, la francophonie attend toujours la France, ou plutôt la France se fait dramatiquement attendre.

En outre, il faudrait qu'une bonne fois pour toutes, et contrariant quinze siècles d'osmose historique et linguistique, le français dise les histoires autres que la sienne, et s'engage dans la fragmentation identitaire qui marque la mondialisation postmoderne des cultures. Contrairement aux autres langues à vocation internationale, le français pénalise ou inhibe, au lieu de les épanouir, les histoires particulières, acculées au déni, que ce soit en Belgique ou aux Antilles. Assumer *les* histoires s'avère dès lors un enjeu majeur dans la construction communautaire francophone (AAVV, 1996: 44, 49 et 72).

L'ouverture vers le dedans va de pair avec une autre dans laquelle le discours francophone milite depuis qu'il a pris toute la mesure du danger qui se profile du fait de l'hégémonie anglophone sur la planète : la défense du plurilinguisme (Renard, 2003: 27s. et 30s.) et la promotion du multiculturel, de la diversité culturelle. Le français et la francophonie sont, en effet, les tout premiers intéressés par l'établissement d'un plurilinguisme et d'une protection des pluralités d'expression culturelle, vu qu'ils sont les plus touchés dans leur rayonnement (Hagège, 2006: pp. 25-38).

Autrement dit, rien de plus urgent ne fait la francophonie adhérer au discours multiculturel, contraire à l'idéologie républicaine française plutôt assimilatrice (Barreau, 1997) (voir aussi Doytcheva, 2005: pp. 18-30), que sa propre survie. Cet opportunisme masqué, mais tout à fait judicieux, a culminé le 21 octobre 2005 avec la signature à l'UNESCO de la convention en faveur de la diversité culturelle. Ce texte souligne la différence infranchissable entre les biens culturels et les simples marchandises. Un tel combat prend, côté français, des allures de lutte finale : «Loin d'être une lutte pour le repli identitaire, c'est ici un combat pour la liberté» (Hagège, 2006: 135).

C'est dire combien, dans ce combat urgent, on attend toujours la France. On attend qu'elle cesse d'alimenter sa crise de confiance et son *déclinisme* chronique, de battre sa coulpe pour tout et pour rien ; des attitudes qui la rendent tantôt plus arrogante ; tantôt plus frileuse. Dominique Wolton s'inquiète, à juste titre, de «cette réduction de l'ambition extérieure de la France» (Wolton, 2006: 104).

La fin d'une puissance immédiate et évidente d'antan pourrait faire émerger une attitude modeste et mitoyenne pour une France qui renouerait avec le *grand large* et les frontières mythiques des cultures contemporaines (Arnaud et alii, 2005: 17) ; lesquelles se cherchent, voire se trouvent déjà d'heureuses extensions un peu partout ; que Dominique Wolton désigne par *francosphère* : le désir de France ; respect, voire aspiration à une présence francophone forte et qui fasse la différence dans la mondialisation² (Wolton, 2006: 73).

Les produits français gardent leur savoir-faire. La technologie française demeure l'une des plus performantes. La projection de l'Hexagone est toujours lourde de conséquences ou d'interprétations (en témoigne le non français à l'aventure irakienne). Une chaîne internationale francophone TV5, bientôt France 24, relaie une vision du monde. L'écriture, la voix et l'image interpellent toujours la critique, même si les mots de France n'ont plus l'écho qu'ils ont eu au siècle dernier. Un Américain, écrivant en français, ne s'est-il pas vu décerner le prix Goncourt ?

² Dominique Wolton définit «francosphère» par «le sentiment de sympathie, non seulement à l'égard de la France, mais de tout cet ensemble vivant» .

Mais c'est dans le prolongement francophone et global que ces gestes et signes auront une signification mondialisée autre que le vieux rayonnement de la France. Comme le devinent Jacques Barrat et Claudia Moisei, la francophonie a une vocation de médiation (Barrat/Moisei, 2004: 130) qui doit être aussi celle de la langue française trop longtemps associée à l'absolu d'une nation et d'une Histoire, c'est-à-dire *nationalisée* et qu'il faut *dénationaliser* plutôt que *privatiser*. Le challenge est de taille. Il s'agit de prendre en charge toutes les *interlangues* et toutes les histoires dans leurs demandes multiples et postmodernes, d'autant plus que la France est de plus en plus amenée à s'ouvrir à la diversité intérieure (voir Wolton, 2006: pp. 96-124).

Les enjeux de la francophonie croisent la prise en charge d'une nouvelle phase de la langue française, enfin affranchie du carcan franco-français. La France doit comprendre qu'elle est un pays francophone comme les autres, qu'elle n'est plus la propriétaire ou la gardienne jalouse de la langue, ni même le centre de gravité de la *francosphère*.

Elle fournit son apport inégalable à des *espaces* géopolitiques et géoculturels partagés, en manque de *médiation*, alliance pertinente et heureuse des identités et des langages, vocation première de la francophonie et de la langue.

Bibliographie

ARNAUD, Serge (et alii) (2005). *Les défis de la francophonie. Pour une mondialisation humaniste*. Paris: Alfarès.

AAVV (1996). *Nos Ancêtres les Gaulois. Impressions d'écrivains sur la francophonie*. Ottignies: Quorum.

BARRAT, Jacques/MOISEI, Claudia (2004). *Géopolitique de la Francophonie. Un nouveau souffle?*. Paris: La Documentation française.

BARREAU, Jean-Claude (1997). *La France va-t-elle disparaître ?*. Paris: Grasset.

DOYTCHEVA, Milena (2005). *Le multiculturalisme*. Paris: La Découverte.

HAGEGE, Claude (2006). *Combat pour le français. Au nom de la diversité des langues et des cultures*. Paris: Odile Jacob.

JACOB, Didier (2006). «Les écrivains francophones en colère. 'Nous accusons la France'». In *Le Nouvel Observateur*, 16-22 mars 2006.

RENARD, Raymond (2003). *Une éthique pour la francophonie. Questions de politique linguistique*. Paris/Mons: Didier Erudition/Centre International de Phonétique Appliquée.

WALTER, Henriette (1988). *Le Français dans tous les sens*. Paris: Laffont.

WOLTON, Dominique (2006). *Demain la francophonie*. Paris: Flammarion.